



COMMUNE DE CLAPIERS
www.ville-clapiers.fr

Compte rendu du Conseil Municipal du 16 juillet 2014 à 18 h 30, réuni sous la présidence de Monsieur Eric PENSO, Maire.

Etaient Présents : Eric PENSO - Thierry VINDOLET - Bernadette BRISARD-DE NONI - Gilles CHRETIEN - Séverine TEILHARD-RIOLA - Thierry NOEL - Servane BESSOLES – Yves FANJAUD – Guillaume BUREL – Monique BARON - Gilles DUTAU - Gabrielle CROUZIL - Guy MARTRE - Christine DAVY - Simon UGUEN - Marjolaine AVENTURIER - Anne VINCENT-FAGOT – Vanesa DEDIEU - Michel CHASTAING – Bernard DUVIC - Logan GIRARD – Marie-Noëlle SIBIEUDE.

Etaient Représentés : France GABORIT par Eric PENSO - Brigitte MIAS par Gilles CHRETIEN - Julien BASCOUL par Guillaume BUREL - Vincent MEYNIER par Gilles DUTAU - Guy FILLET par Marjolaine AVENTURIER - Valérie ADAM par Michel CHASTAING - Faouzia DAHMANE par Bernard DUVIC

Nombre de conseillers :

- En exercice : 29
- Présents : 22
- Votants : 29

Monsieur le Maire ouvre la séance et constate que le quorum est atteint.
L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

00 - Affaires générales - Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 27 mai 2014

Le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 27 mai 2014 est adopté à l'unanimité.

00 - Affaires générales - Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 20 juin 2014

Le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 20 juin 2014 est adopté à l'unanimité.

01 - Affaires générales - Application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des décisions qu'il a prises, par délégation du Conseil Municipal, depuis la séance du 27 mai 2014 :

- **Décision n° 2014-018 du 28 mai 2014** : Conclusion d'un marché de service avec l'entreprise EGSA BTP, pour les études de sol de la Montée de la Fiote, d'un montant de 7 000.00 € HT.
- **Décision n° 2014-019 du 28 mai 2014** : Conclusion d'un marché de travaux avec l'entreprise PHILIP FRERES pour des travaux d'abattage de pins, Résidence du Château, d'un montant de 4 240.00 € HT.
- **Décision n° 2014-020 du 28 mai 2014** : Conclusion d'un contrat d'analyses et de prélèvement relatif à l'auto surveillance des eaux chaudes sanitaires de la Commune avec le Laboratoire Départemental Vétérinaire du Département de l'Hérault, comportant 13 analyses par an, d'un montant annuel de 818.38 € HT.
- **Décision n° 2014-021 du 2 juin 2014** : Désignation du Cabinet SCP MARGALL D'ALBENAS pour défendre les intérêts de la Commune de Clapiers compte tenu de la requête présentée par

l'association des Clapiérois des quartiers du Stade demandant l'annulation du permis de construire n° PC 3407712M0016M1 modificatif délivré le 18 février 2014 à la SAS AMETIS.

- **Décision n° 2014-022 du 6 juin 2014** : Renouvellement de la convention de mise à disposition du terrain communal situé Plan Goutier, cadastré section BP 30, 31 et 32 pour l'implantation et le fonctionnement des jardins familiaux avec l'association AL ORT, pour une durée de 3 ans.
- **Décision n° 2014-023 du 12 juin 2014** : Conclusion d'un marché pour la fourniture de matériels pyrotechniques avec l'entreprise PYRAGRIC INDUSTRIES d'un montant de 4 333.33 € HT.
- **Décision n° 2014-024 du 8 juillet 2014** : Conclusion d'un contrat de prêt avec la Banque Postale, d'un montant de 300 000.00 €, d'une durée de 15 ans d'un taux d'intérêt annuel fixe de 2.96 %, remboursable selon une périodicité trimestrielle, commission d'engagement de 0.20%.
- **Décision n° 2014-025 du 9 juillet 2014** : Conclusion d'un marché de travaux avec l'entreprise SARL BENKALIFA PEINTURE, d'un montant de 28 090.00 € HT pour les travaux de peinture et revêtement des sols souples de divers bâtiment communaux.
- **Décision n° 2014-026 du 9 juillet 2014** : Conclusion d'un marché de travaux avec l'entreprise DUCROS ATF, d'un montant de 8 001.17 € HT pour des travaux de menuiserie aluminium de création d'un sas d'entrée à l'école V HUGO, site Le Calvaire.
- **Décision n° 2014-027 du 10 juillet 2014** : Conclusion d'un contrat de location du logement communal n° 206 de la Résidence les pins, sis rue du Romarin, d'un montant de 370 .00 € mensuel, charges comprises, d'une durée de 6 ans, avec Monsieur AURAT Nicolas à compter du 15 juillet 2014.
- **Décision n° 2014-028 du 10 juillet 2014** : Conclusion d'un contrat de location du logement communal n° 207 de la Résidence les pins, sis rue du Romarin, d'un montant de 370 .00 € mensuel, charges comprises, d'une durée de 6 ans, avec Madame AGNIERAY Marie-Claude, à compter du 15 juillet 2014.
- **Décision n° 2014-029 du 10 juillet 2014** : Conclusion d'un marché de travaux avec l'entreprise PHILIP FRERES, pour des travaux de restauration forestière d'un montant de 34 886.00 € HT.

Le Conseil Municipal en prend acte.

02 - Affaires générales - Adhésion de la Commune de Clapiers à la Fédération nationale des communes forestières et à l'association départementale des communes

Monsieur DUTAU, Conseiller Municipal délégué à la forêt, indique que depuis 1993, la Fédération nationale des communes forestières regroupe des communes, des collectivités ou leurs groupements ayant sur leur territoire une forêt publique et plus largement des collectivités intéressées par l'espace forestier et la filière bois.

Ses objectifs et missions sont d'améliorer, développer et valoriser le patrimoine forestier des collectivités pour promouvoir une gestion durable multifonctionnelle et placer la forêt au cœur du développement local.

La Fédération nationale des communes forestières œuvre pour :

- Représenter et défendre les intérêts des communes forestières,
- Former et informer les élus,
- Développer des partenariats et affirmer le rôle central joué par les collectivités dans la mise en œuvre de la politique forestière et la structuration de la filière dans les territoires,
- Le déploiement des politiques spécifiques visant à faire reconnaître par les acteurs de la filière forêt-bois le rôle de l' élu en tant qu'aménageur du territoire et prescripteur public.

Compte tenu de l'importance de la forêt sur son territoire il indique qu'il conviendrait que la Commune de Clapiers adhère au réseau des communes forestières pour toute question relevant de la forêt et de la filière bois et de payer la cotisation annuelle correspondant à cette adhésion dont le montant s'élève à la somme de 220.00€.

Il propose donc au Conseil Municipal de se prononcer sur l'adhésion de la Commune de Clapiers à l'association des communes forestières du département de l'Hérault.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte cette affaire à l'unanimité et autorise Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer toute pièce se rapportant à cette affaire.

03 Affaires générales - Désignation d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant à l'association des communes forestières du Département de l'Hérault

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant à l'association des communes forestières du Département de l'Hérault.

Il propose les candidatures de Gilles DUTAU comme titulaire et de Vincent MEYNIER comme suppléant.
Il demande s'il y a d'autres candidatures.

Monsieur Michel CHASTAING et Madame Marie-Noëlle SIBIEUDE font acte de candidature comme titulaire et suppléant.

Le Conseil Municipal, après avoir voté à bulletin secret, désigne à la majorité absolue 23 voix, Gilles DUTAU délégué titulaire et Vincent MEYNIER, délégué suppléant de la Commune de Clapiers à l'association des communes forestières du Département de l'Hérault.

Monsieur Michel CHASTAING et Madame Marie-Noëlle SIBIEUDE obtiennent 6 voix.

04 - Affaires générales - Désignation d'un membre titulaire et d'un membre suppléant au sein de la Commission Locale d'Evaluation des transferts de charges (CLETC)

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la loi du 12 juillet 1999 qui organise la procédure des transferts de charges entre les communes et les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre a instauré une Commission qui a pour mission de procéder à l'évaluation des charges transférées et de permettre ainsi un juste calcul des attributions de compensation.

Ainsi une Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges a été créée au sein de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette commission se compose de 92 membres désignés en leur sein par les conseils municipaux.

La répartition des sièges entre les communes s'effectue selon des modalités identiques à celles de la représentation au Conseil de Communauté.

Ainsi, la Commune de Clapiers dispose d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant qu'il convient de désigner.

Il propose les candidatures de France GABORIT comme titulaire, de Anne VINCENT FAGOT comme suppléante.

Il demande s'il y a d'autres candidatures.

Madame Marie-Noëlle SIBIEUDE et Monsieur Logan GIRARD font acte de candidature comme titulaire et suppléant.

Le Conseil Municipal, après avoir voté à bulletin secret, désigne à la majorité absolue 23 voix, France GABORIT déléguée titulaire et Anne VINCENT FAGOT, déléguée suppléante de la Commune de Clapiers à la Commission Locale d'Evaluation des transferts de charges (CLETC).

Madame Marie-Noëlle SIBIEUDE et Monsieur Logan GIRARD obtiennent 6 voix.

05 – Affaires générales - Création d'une commission extra-municipale Culture et festivités et désignation de ses membres

Monsieur le Maire rappelle que les commissions extra-municipales sont des instances consultatives permettant d'associer les citoyens à la préparation des décisions prises par le Conseil Municipal.

Elles sont librement constituées par le Conseil Municipal qui détermine lui-même leur objet, leur composition et les conditions de leur fonctionnement.

Instances de concertation, de réflexion et de proposition, les commissions extra-municipales associent :

- Les élus municipaux,
- Les représentants des administrés et des associations,
- Des personnalités ayant des compétences particulières pour l'étude de questions touchant à l'organisation de la vie municipale.

Afin d'associer les citoyens de la Commune sur les démarches que la Municipalité souhaite entreprendre dans le domaine culturel et dans celui des festivités, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- de constituer une Commission extra- municipale Culture et Festivités,
- de fixer à huit le nombre des conseillers municipaux qui siégeront au sein de cette commission
- de désigner les membres de cette commission

En ce qui concerne la désignation des conseillers municipaux, il sera proposé au Conseil Municipal de constituer une liste comprenant cinq membres issus de la liste «*Agir ensemble pour Clapiers*», et trois membres issus des trois listes minoritaires.

- de désigner les représentants des administrés et des associations et/ou les personnalités ayant des compétences particulières pour l'étude de questions touchant à l'organisation de la vie municipale.

Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité cette proposition de constitution de cette Commission.

Monsieur le Maire propose les candidatures suivantes :

En qualité de membres élus : Brigitte MIAS, Servane BESSOLES, Simon UGUEN, Yves FANJAUD, Marjolaine AVENTURIER

En qualité de membres extérieurs : Yves DECROIX, André-Pierre ROBERT, Marie-France CORNUT, Magali BARCELO, le Principal du collège François MITTERRAND (actuellement Cyril GUILLERMIN), le Directeur de l'école primaire (actuellement Vincent QUIGNARD), le Directeur de la maison de retraite ou son représentant (actuellement M AIMONETTI et M PAVLISTA), la Directrice de la médiathèque (actuellement Catherine SIMON), la Directrice de l'école de musique ou sa représentante (actuellement Céline DULAC et Clothilde SABOT)

Les trois listes minoritaires présentent les candidatures suivantes :

En qualité de membres élus : Valérie ADAM, Marie-Noëlle SIBIEUDE, Logan GIRARD

En qualité de membres extérieurs : Pascal PARROT, Sandrine BOULAROT, un représentant de l'Association du Comité des fêtes

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité de désigner les membres à main levée et désigne à l'unanimité :

En qualité de membres élus : Brigitte MIAS, Servane BESSOLES, Simon UGUEN, Yves FANJAUD, Marjolaine AVENTURIER, Valérie ADAM, Marie-Noëlle SIBIEUDE, Logan GIRARD.

En qualité de membres extérieurs : Yves DECROIX, André-Pierre ROBERT, Marie-France CORNUT, Magali BARCELO, le Principal du collège François MITTERRAND (actuellement Cyril GUILLERMIN), le Directeur de l'école primaire (actuellement Vincent QUIGNARD), le Directeur de la maison de retraite ou son représentant (actuellement M AIMONETTI et M PAVLISTA), la Directrice de la médiathèque (actuellement Catherine SIMON), la Directrice de l'école de musique ou sa représentante (actuellement Céline DULAC et Clothilde SABOT), Pascal PARROT, Sandrine BOULAROT, un représentant de l'Association du Comité des fêtes.

De la Commission extra-municipale Culturelle et Festivités.

06 – Affaires générales - Constitution d'une Commission extra-municipale Démocratie de proximité et désignation de ses membres

Il est rappelé que les commissions extra-municipales sont des instances consultatives permettant d'associer les citoyens à la préparation des décisions prises par le Conseil Municipal.

Elles sont librement constituées par le Conseil Municipal qui détermine lui-même leur objet, leur composition et les conditions de leur fonctionnement.

Instances de concertation, de réflexion et de proposition, les commissions extra-municipales associent :

- Les élus municipaux,
- Les représentants des administrés et des associations,
- Des personnalités ayant des compétences particulières pour l'étude de questions touchant à l'organisation de la vie municipale.

Afin d'associer les citoyens de la Commune à la réflexion de la Municipalité sur des choix qu'elle sera amenée à faire et d'œuvrer pour établir une démocratie de proximité de qualité, il sera proposé au Conseil Municipal :

- de constituer une commission Démocratie de proximité,
- de fixer à dix le nombre des conseillers municipaux qui siégeront au sein de cette commission
- de désigner les membres de cette commission

En ce qui concerne la désignation des conseillers municipaux, il sera proposé au Conseil Municipal de constituer une liste comprenant sept membres issus de la liste «*Agir ensemble pour Clapiers*», et trois membres issus des trois listes minoritaires.

- de désigner les représentants des administrés et des associations et/ou les personnalités ayant des compétences particulières pour l'étude de questions touchant à l'organisation de la vie municipale.

Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité cette proposition de constitution de cette Commission.

Monsieur le Maire propose les candidatures suivantes :

En qualité de membres élus : Marjolaine AVENTURIER, Guy FILLET, Guillaume BUREL, Anne VINCENT FAGOT, France GABORIT, Yves FANJAUD, Thierry NOEL.

En qualité de membres extérieurs : Josiane BARTHOD, Elisabeth KHAITRINE, Fanny MARBRIER, Maryse MARTY, Geneviève MAUREL, Olga PERE, Bento PEREIRA, Max REYNES, Gérard ROLLAND, Eric VILLEGAS.

Les trois listes minoritaires présentent les candidatures suivantes :

En qualité de membres élus : Michel CHASTAING, Marie-Noëlle SIBIEUDE, Logan GIRARD

En qualité de membres extérieurs : Philippe FOULON, François MASSELOT, Pascal PARROT, Thierry TEULADE, Myriam CHAUVET, Jean-Marc DUMAS, Gérard ROIZES.

En ce qui concerne les membres élus, le Conseil Municipal décide à l'unanimité de désigner les membres à main levée.

Le Conseil Municipal désigne à l'unanimité

En qualité de membres élus : Marjolaine AVENTURIER, Guy FILLET, Guillaume BUREL, Anne VINCENT FAGOT, France GABORIT, Yves FANJAUD, Thierry NOEL Michel CHASTAING, Marie-Noëlle SIBIEUDE, Logan GIRARD.

En ce qui concerne les membres extérieurs le Conseil Municipal après avoir voté à bulletin secret désigne à la majorité absolue (23 voix)

Josiane BARTHOD, Elisabeth KHAITRINE, Fanny MARBRIER, Maryse MARTY, Geneviève MAUREL, Olga PERE, Bento PEREIRA, Max REYNES, Gérard ROLLAND, Eric VILLEGAS.

De la commission extra- municipale démocratie de proximité.

Philippe FOULON, François MASSELOT, Pascal PARROT, Thierry TEULADE, Myriam CHAUVET, Jean-Marc DUMAS, Gérard ROIZES obtiennent 5 voix (il est décompté 1 abstention).

07 – Affaires générales - Renouvellement de la convention conclue avec SFR

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération en date du 24 octobre 2006, une convention d'occupation du domaine communal a été conclue avec l'opérateur SFR consistant en l'implantation d'un relais de radiotéléphonie sur un terrain communal d'une superficie de 20 m², situé 2 rue des canaux, cadastré CD n° 58.

Cette convention qui avait été conclue pour une durée de 8 ans, moyennant un loyer annuel de 10 000.00 € arrive à échéance le 31 octobre 2014.

L'opérateur SFR a demandé à la Commune de renouveler cette convention.

Il propose donc au Conseil Municipal :

- de mettre en place une nouvelle convention, ci-jointe, d'occupation du domaine communal avec l'opérateur SFR à compter du 1^{er} novembre 2014, d'une durée de 10 ans, moyennant un loyer annuel d'un montant de 13 000.00 € qui augmentera chaque année de 2%
- de l'autoriser ou l'un de ses adjoints à signer toutes pièces se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré adopte cette affaire à l'unanimité (6 abstentions).

08 – Affaires générales - Renouvellement de la convention conclue avec TDF

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération en date du 5 mars 2009, une convention d'occupation du domaine communal a été conclue avec l'opérateur TDF consistant en l'implantation d'un relais de radiotéléphonie sur un terrain communal d'une superficie de 38 m², situé au rond-point de Girac, cadastré BV n° 24.

Cette convention qui avait été conclue pour une durée de 5 ans, moyennant un loyer annuel de 10 000,00 € arrive à échéance le 8 décembre 2014.

L'opérateur TDF a demandé à la Commune de renouveler cette convention.

Il propose donc au Conseil Municipal :

- de mettre en place une nouvelle convention, ci-jointe, d'occupation du domaine communal avec l'opérateur TDF à compter du 9 décembre 2014, d'une durée de 5 ans, moyennant un loyer annuel comportant une partie fixe d'un montant de 10 000,00€ et une partie variable forfaitaire calculée en fonction du nombre d'opérateurs de communications de téléphonie mobile implantés s'élevant à 2 000,00 € par opérateur.
Il est à noter qu'à ce jour deux opérateurs étant installés, la Commune perçoit une redevance annuelle d'un montant de 14.000,00 €.
Cette redevance subira une augmentation de 2% par an.
- De l'autoriser ou l'un de ses adjoints à signer toutes pièces se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré adopte cette affaire à l'unanimité (6 abstentions).

09 – Affaires générales - Institution d'une redevance pour occupation des cours de tennis

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que les courts de tennis municipaux font partie du Domaine Public Communal. Ils sont principalement mis gratuitement à disposition du Tennis Club, suivant la convention conclue entre ce dernier et la Commune.

Ils peuvent également être mis à disposition de professeurs privés qui souhaitent y exercer une activité libérale. Dans ce cas, ces derniers doivent détenir une autorisation d'occupation du domaine public. Ils doivent également s'acquitter d'une contre partie financière appelée redevance d'occupation du domaine public, dont le montant doit être fixé par le Conseil Municipal.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de fixer cette redevance au tarif de 10,00€ (dix euros) par heure et par court utilisé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité :

Approuve la fixation de la redevance d'occupation des courts de tennis à 10€/heure et par court de tennis utilisé.

10 – Affaires générales - Modification du règlement intérieur du Conseil Municipal

Monsieur le Maire rappelle que par délibération en date du 27 mai 2014 le Conseil Municipal a approuvé son règlement intérieur.

Il indique qu'une erreur matérielle s'est glissée à l'article 33 intitulé « Bulletin d'information générale » au niveau de la dimension du quart de page réservé à chaque liste puisqu'il est indiqué 190cm X 60 cm à la place de 190 mm X 60 mm. Par ailleurs, il est proposé de substituer au terme de colonne celui de bandeau horizontal.

Il propose donc au Conseil Municipal de rectifier cette erreur.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré adopte cette affaire à l'unanimité et modifie en conséquence le règlement intérieur du Conseil Municipal.

11 – Affaires générales - Modification du règlement intérieur du cimetière communal

Monsieur DUTAU, Conseiller Municipal délégué aux cimetières indique au Conseil Municipal que le cimetière est composé de différents types de concessions dont celles qui sont en pleine terre de 2 places maximum d'une durée de 15 ans et celles qui sont en caveau de 2, 4 ou 6 places d'une durée de 30 ans ou perpétuelles.

Ces concessions en pleine terre ou en caveau sont réparties selon un plan dans le cimetière composé d'allées.

Ainsi les concessions en pleine terre sont classées dans l'allée PL n° 2 à 18.

Il s'avère qu'à ce jour il ne reste à la vente que trois concessions en pleine terre.

Par conséquent il propose au Conseil Municipal d'affecter l'allée PM numérotée de 46 à 55, jusqu'alors réservée aux concessions avec caveau, aux concessions en pleine terre afin de répondre au besoin de la population et de modifier en conséquence le règlement intérieur du cimetière communal.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré adopte cette affaire à l'unanimité et modifie en conséquence le règlement intérieur du cimetière.

12 – Personnel - Composition du Comité Technique

Monsieur Thierry NOËL, Adjoint délégué au personnel, rappelle qu'en application du décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié par le décret 2011-2010 du 27 décembre 2011, un Comité Technique est créé dans chaque établissement employant au moins 50 agents.

Le renouvellement de cet organisme a lieu en même temps que celui des conseils municipaux lors des élections professionnelles.

L'arrêté ministériel du 3 juin 2014 a fixé la date de ces élections au 4 décembre 2014.

Il précise que suite à la Loi 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social, les Comités Techniques Paritaires deviendront des Comités Techniques.

Ainsi, le nombre des représentants de la collectivité peut être inférieur ou égal au nombre de représentants du personnel et le recueil, par le comité technique, de l'avis des représentants de la collectivité n'est plus obligatoire.

Il est également à noter que la durée du mandat des représentants de la collectivité est égale à celle du mandat électif alors que celui des représentants du personnel sera désormais de 4 ans seulement.

Actuellement le nombre de représentants titulaires pour chaque collège (personnel et employeur) est de 5.

Considérant que l'effectif de la Commune au 1er janvier 2014 étant de 98 agents, le nombre de représentants titulaires du personnel peut donc aller de 3 à 5.

La Commune de Clapiers, très attachée au dialogue social, souhaite maintenir le nombre de représentants du personnel à 5.

De plus, il est souhaitable que la parité soit maintenue et par conséquent que le nombre de représentants de la collectivité soit égal à celui des représentants du personnel.

Enfin, il est souhaité le recueil, par le comité technique de l'avis des représentants de la collectivité.

Ces propositions doivent être soumises et adoptées par l'organe délibérant au moins 10 semaines avant la date du scrutin et après consultation des organisations syndicales.

Monsieur NOËL informe l'assemblée que les organisations syndicales ont été consultées par courrier et lors du Comité Technique Paritaire du 20 juin 2014 et ont émis un avis favorable aux propositions susmentionnées.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- de fixer à 5 le nombre de représentants titulaires du personnel (et en nombre égal le nombre de représentants suppléants)
- de maintenir le paritarisme numérique en fixant le nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants.
- de maintenir, le recueil, par le comité technique, de l'avis des représentants de la collectivité.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité (5 abstentions), le Conseil Municipal décide :

- de fixer à 5 le nombre de représentants titulaires du personnel (et en nombre égal le nombre de représentants suppléants)
- de maintenir le paritarisme numérique en fixant le nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants.
- de maintenir, le recueil, par le comité technique, de l'avis des représentants de la collectivité.

13 – Personnel - Création d'un Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT)

Monsieur Thierry NOËL, Adjoint délégué au personnel, indique que la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social a modifié la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 33-1 qui stipule qu'un Comité d'Hygiène, de

Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) est créé dans les mêmes conditions que celles prévues pour les comités techniques.

Il précise qu'un CHSCT doit notamment être créé dans les collectivités dont l'effectif est supérieur à 50 agents ce qui est le cas de la commune de Clapiers.

Le Comité Technique sera renouvelé lors des élections professionnelles du 4 décembre 2014.
Un CHSCT sera donc mis en place suite à ces élections.

L'effectif de la Commune au 1er janvier 2014 étant de 98 agents, le nombre de représentants titulaires du personnel peut donc aller de 3 à 5.

Monsieur NOËL propose donc que la Commune de Clapiers fixe le nombre de représentants du personnel à 5.
Il est à noter que la répartition des sièges entre les différentes organisations syndicales se fait de façon proportionnelle aux résultats des élections pour le Comité Technique selon la règle de la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.

Il est indiqué que, de la même manière que pour le Comité Technique, la parité entre les représentants du personnel et ceux de la collectivité n'est pas obligatoire et le recueil, par le CHSCT, de l'avis des représentants de la collectivité n'est pas non plus.

Afin de fonctionner sur le même mode que le Comité Technique, il est souhaitable d'instituer la parité au sein du CHSCT et par conséquent que le nombre de représentants de la collectivité soit égal à celui des représentants du personnel.

De même, il est souhaité le recueil, par le CHSCT de l'avis des représentants de la collectivité.

Ces propositions doivent être soumises et adoptées par l'organe délibérant au moins 10 semaines avant la date du scrutin et après consultation des organisations syndicales.

Monsieur NOËL informe l'assemblée que les organisations syndicales ont été consultées par courrier et lors du Comité Technique Paritaire du 20 juin 2014 et ont émis un avis favorable aux propositions susmentionnées.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de créer un CHSCT et :

- de fixer à 5 le nombre de représentants titulaires du personnel (et en nombre égal le nombre de représentants suppléants)
- d'établir le paritarisme numérique en fixant le nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants.
- d'instaurer, le recueil, par le CHSCT, de l'avis des représentants de la collectivité.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité (5 abstentions), le Conseil Municipal décide de créer un CHSCT et :

- de fixer à 5 le nombre de représentants titulaires du personnel (et en nombre égal le nombre de représentants suppléants)
- d'établir le paritarisme numérique en fixant le nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants.
- d'instaurer, le recueil, par le CHSCT, de l'avis des représentants de la collectivité.

14 – Finances - Demande de subvention à Hérault Energie pour des travaux d'éclairage public

Vu l'avis de la Commission des finances, réunie le 15 juillet 2014,

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que les travaux liés à l'éclairage public représentent un poste de dépenses non négligeable. Il peut s'agir de l'éclairage de nouveaux quartiers, de mise en conformité ou en encore du renouvellement de candélabres vétustes, de la pose ponctuelle d'un éclairage supplémentaire.

Hérault Energie offre un programme de subventionnement de ces dépenses d'investissement. Sa participation peut aller jusqu'à 60% des dépenses hors taxes, dans la limite de 20 000,00€ annuels.

Aussi, il propose au Conseil Municipal d'approuver d'une part le plan de financement suivant :

Objet de la dépense	Montant HT	Montant TTC	Financements	Sur la base des dépenses HT	Soit taux de financement
Eclairage public aux Closades	6 107,49 €	7 328,99 €	Hérault Energie	3 664,49 €	60,00%
			Commune	2 443,00 €	40,00%
Sous Total	6 107,49 €	7 328,99 €		6 107,49 €	100,00%
Mise en conformité Eclairage public rue de Baillarguet	6 965,60 €	8 358,72 €	Hérault Energie	4 179,36 €	60,00%
			Commune	2 786,24 €	40,00%
Sous Total	6 965,60 €	8 358,72 €		6 965,60 €	100,00%
TOTAL DES TRAVAUX	13 073,09 €	15 687,71 €	Montant total des subventions demandées à Hérault Energie	7 843,85 €	60,00%
			Commune	5 229,24 €	40,00%

D'autre part, il propose au Conseil Municipal de l'autoriser ou l'un de ses adjoints à demander une subvention d'un montant Global de 7 843,85€ à Hérault Energie, conformément au plan de financement ci-dessus, et à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité :

Approuve cette demande de subvention, le plan de financement ci-dessus et autorise le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

15 - Finances - Attribution de subventions aux associations

Vu l'avis de la commission des finances, réunie le 15 juillet 2014,
Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'attribuer des subventions dans le cadre de l'exercice 2014 pour les montants suivants :

CRECHE LES LAPINOUS (fonctionnement)	51 600,00
CRECHE LES LAPINOUS (exceptionnelle – départ à la retraite de la directrice)	13 500,00
ECOLE DE MUSIQUE DE CLAPIERS <i>Dont abonnement internet 4 mois</i>	17 740,00 120,00
HISTOIRE ET CINEMA	400,00
COMITE DES FÊTES CLAPIEROIS	600,00
COUREURS DE L'EOLIENNE (fonctionnement)	400,00
COUREURS DE L'EOLIENNE (Manifestation Les Foulées de l'Eolienne)	1 200,00
ASSOCIATION DES ANCIENS COMBATTANTS	1 200,00

Le total de ces subventions s'élève à 86 640,00€.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité :

Approuve le versement des subventions tel que présenté dans le tableau ci-dessus.

16 – Finances - Budget principal - Décision modificative n°1

Vu l'avis de la commission des finances, réunie le 15 juillet 2014,

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la Commune collecte pour son propre compte ainsi que pour celui du Conseil Général la taxe de séjour. Elle reverse ensuite à ce dernier la part qui lui revient. Ces crédits doivent être pris sur le chapitre 014 (dépenses de fonctionnement).

Aucun crédit n'a été prévu sur ce chapitre. Il convient par conséquent de procéder à une modification du Budget Principal de la Commune afin de pouvoir reverser son dû au Conseil Général. Cette dépense nouvelle sera compensée par des recettes nouvelles au chapitre 75, article 752.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver la décision modificative n°1 du budget principal de la Commune comme suit :

Section de fonctionnement							
Dépenses				Recettes			
Chapitre	Imputation	Libellé	Montant	Chapitre	Imputation	Libellé	Montant
014	020-7398	Reversement, restitution et prélèvements divers	1 465,00 €	75	711-752	Revenus des immeubles	1 465,00 €
	Crédits ouverts au chapitre avant modification (BP):		- €		Crédits ouverts au chapitre avant modification (BP):		351 358,00 €
	Crédits ouverts au chapitre après modification :		1 465,00 €		Crédits ouverts au chapitre après modification :		352 823,00 €
Total section avant DM1			5 019 359,00 €	Total section avant DM1			5 019 359,00 €
Total section après DM1			5 020 824,00 €	Total section après DM1			5 020 824,00 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité :
Approuve la décision modificative budgétaire n°1.

17 - Finances - Demande de subvention à la Caisse d'Allocation Familiales pour des travaux d'amélioration de la crèche Les Lapinoux

Vu l'avis de la Commission des finances, réunie le 15 juillet 2014,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de demander auprès de la Caisse d'Allocations Familiales une aide la plus haute possible pour la seconde tranche de travaux de réhabilitation (peintures, sols souples) de la crèche.

Le montant de ces travaux est estimé à 27 848,20€ HT, soit 33 417,84€ TTC.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité :
Approuve cette demande de subvention et autorise le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

18 – Affaires Foncières - Echange de parcelles à titre gratuit

Vu l'avis de la Commission des Affaires Foncières, réunie le 10 juillet 2014,

Monsieur Gilles CHRETIEN, Adjoint délégué aux affaires foncières, expose au Conseil Municipal que par courrier en date du 22 janvier 2014, Monsieur Philippe COLOMINA a sollicité la Commune afin de réaliser un échange de tènements de parcelles.

Cette opération consisterait en l'échange de deux tènements de la parcelle BS 90, appartenant à la Commune, pour une superficie de 144 m² et 177 m², soit un total de 321m², contre un tènement de la parcelle BS 72 pour une contenance de 303m² ainsi qu'une partie de la parcelle BS 73, pour 18 m² (soit 321m² au total), selon le document d'arpentage réalisé par le cabinet Pagès TIP aux dépens de Monsieur Colomina.

Ces terrains sont contigus et de caractéristiques équivalentes.

La parcelle BS 90 relevant du domaine privé de la Commune, aucune procédure de déclassement n'est nécessaire.

L'avis de France Domaine a été sollicité par courrier en date du 3 juin. Il est resté sans suite. Or la loi précise qu'en l'absence de réponse dans un délai d'un mois, l'avis de France Domaine est réputé donné.

Les frais de notaire restent à la charge du demandeur.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité :

Approuve cet échange et autorise le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

19 - Affaires scolaires - Convention de partenariat avec l'Académie de Montpellier pour la mise à disposition d'un environnement numérique de travail

Madame TEILHARD RIOLA indique au Conseil Municipal que le déploiement de l'ENT (Environnement Numérique de Travail) est une des priorités du Ministre de l'Education Nationale afin de préparer l'insertion des jeunes.

Afin d'optimiser la formation et l'accompagnement des enseignants et de permettre la mutualisation des ressources pédagogiques, l'Académie de Montpellier a souhaité déployer un ENT 1^{er} degré unique : l'ENT école.

L'ENT école permettra aux écoles des communes impliquées un accès à un environnement de travail sécurisé pour tous les acteurs.

L'ensemble de la communauté éducative (directeur, enseignants, élèves, parents, personnels communaux) à disposera d'un mot de passe et d'un identifiant pour accéder à l'ENT école de l'académie à partir de n'importe quel ordinateur connecté à internet.

Cet ENT 1^{er} degré offre des services de vie scolaire, de communication, des services pédagogiques et des services pour l'école.

L'Académie mettra en œuvre des formations pour les enseignants et accompagnera le développement de ressources numériques pédagogiques. Elle assurera l'hébergement, l'assistance, et le suivi de la maintenance corrective et évolutive.

Un accord de principe a été signé dans les 5 Départements entre l'association des Maires et l'Académie de Montpellier.

Ce projet a été financé par le FEDER à hauteur de 49% environ, par l'Académie de Montpellier à hauteur de 35% et par les communes intégrant ce dispositif à hauteur de 16%.

Le coût pour la commune est ainsi de 1.50 € par élève et par an.

Elle propose au Conseil municipal de conclure avec l'Académie de Montpellier une convention de partenariat (ci-jointe) pour la mise à disposition d'un environnement numérique de travail qui prendra effet à la date de signature et qui expirera le 31 octobre 2017 et d'autoriser Monsieur le Maire ou l'un de ses adjoints à signer cette convention et toute pièce se rapportant à cette affaire.

Le Conseil Municipal adopte cette affaire à l'unanimité.